



**Les enseignants combattent les
attaques contre les droits syndicaux**

SOMMAIRE

ÉDUCATION

- 3 L'IE combat les attaques contre les droits syndicaux
- 4 République dominicaine : Campagne pour l'investissement dans l'éducation
- 5 L'augmentation des frais universitaires en Grande-Bretagne
- 6 Défendre des droits des enseignants migrants
- 7 Le Sommet international sur la profession enseignante
- 8 La pénurie d'enseignants en Allemagne
- 9 L'éducation de la petite enfance
- 10 L'éducation multilingue en Europe
- 12 L'éducation interculturelle en classe

RECHERCHE

- 14 Vaincre le manque d'enseignants en Inde
- 16 La condition des doctorants: une question pour les syndicats de l'éducation
- 18 L'IE lance une étude sur le stress des enseignants au travail

ÉGALITÉ

- 19 La célébration de la diversité sexuelle dans les écoles britanniques
- 20 Les 100 ans de la journée internationale de la femme
- 21 La Semaine mondiale d'action 2011
- 22 Les résultats de la Conférence des femmes de l'IE
- 24 Le droit des enfants autochtones à l'éducation

DROITS HUMAINS

- 26 Tunisie: l'étincelle qui a embrasé le monde arabe
- 28 La violence envers les enseignants au Zimbabwe

SOLIDARITÉ

- 29 La taxe sur les transactions financières: une petite redevance pour une justice mondiale
- 30 La fin du Programme EPT/SIDA

31 CALENDRIER

Photo de couverture: Des milliers d'éducateurs et de syndicalistes se joignent à une manifestation contre les coupes budgétaires dans l'Etat de l'Illinois, aux Etats-Unis.

Solidarité dans la lutte pour les droits et le respect

Par Fred van Leeuwen, Secrétaire général de l'IE



Alors que le Congrès mondial approche, le Bureau exécutif de l'IE a engagé avec ses affiliés un débat sur l'éducation de qualité à travers le monde et l'avenir de la profession. Le projet de document politique sur l'éducation expose la vision des normes d'enseignement et d'apprentissage que nous souhaitons et les conditions générales essentielles que nous attendons.

Les affiliés ont également organisé des actions partout dans le monde pour défendre les droits des enseignants et s'opposer aux coupes budgétaires. Aux Etats-Unis, les attaques du gouverneur de Wisconsin contre les travailleurs de l'éducation étaient étendues (du préscolaire à l'universitaire), sophistiquées (salaires et avantages) et profondes (les employés de l'Etat gagnent en dessous de la moyenne nationale). La législation anti-négociation collective, laquelle limiterait la capacité des syndicats d'enseignants à s'organiser et négocier les contrats de ses membres, a été reprise par d'autres gouverneurs qui ont essayé de faire de même.

La prompte réplique des affiliés américains de l'IE, la NEA et l'AFT, qui ont lancé une campagne appelant à la solidarité internationale des enseignants, a mobilisé des milliers de personnes dans les rues à travers les Etats-Unis. Tout en occupant des parlements d'Etats fédérés, les syndicats ont lancé une offensive médiatique pour gagner sur le terrain des idées et principes. Ils ont brisé le mythe selon lequel les propositions réduiraient les déficits budgétaires. Ceci a gardé le public du côté des enseignants travaillant dur et de leurs syndicats et généré une opposition massive aux projets des gouverneurs.

Cette attaque contre les enseignants est grave car les mêmes tactiques pourraient être utilisées dans d'autres pays afin de blâmer à tort les travailleurs du secteur public pour les déficits budgétaires, tandis que les responsables élus évitent d'augmenter les impôts des plus riches et des sociétés commerciales comme alternative aux attaques contre les travailleurs.

Les syndicats possèdent une histoire faite de manifestations pacifiques pour exprimer leur désapprobation face aux excès de l'autorité, faire changer les lois et obtenir des droits. Ils subventionnent des programmes en faveur de ces droits dans d'autres pays; nous faisons campagne pour des réformes mondiales dans le secteur financier et en matière de changement climatique et d'égalité. Les affiliés de l'IE doivent se tenir partout aux côtés des syndicalistes enseignants pour gagner, respecter et protéger ces droits. ■

ÉDUCATION

Une action collective contre des attaques mensongères

Par Pav Akhtar, Internationale de l'Éducation

La menace brandie par l'ultraconservateur Gouverneur républicain du Wisconsin, Scott Walker, de supprimer le droit des enseignants à la négociation collective, ainsi que leurs prestations d'assurance médicale et leurs droits à la pension, a jeté des milliers de militants pro-syndicats dans les rues aux États-Unis.

La mobilisation concertée des affiliés de l'IE, l'*American Federation of Teachers* (AFT) et la *National Education Association* (NEA), dont les responsables et militants ont mené une vigoureuse campagne aux niveaux local et national, a eu pour effet, selon les sondages d'opinion, de ranger l'opinion publique aux côtés des syndicats. Une enquête d'opinion montre que 53% des personnes interrogées sont opposés à la réduction des avantages sociaux et des salaires des enseignants; selon une autre enquête, 61% des personnes sont opposées à la suppression du droit des enseignants à la négociation collective. Même les sondages conservateurs ont montré que la majorité de la population du Wisconsin est opposée à la tentative de Walker d'éliminer le droit à la négociation collective.

L'argumentation de Walker est aussi prévisible que faible. Les enseignants, prétend-il, ont des salaires et des avantages sociaux supérieurs à d'autres, dans un État « en surpoids » qui devrait suivre une « cure d'amaigrissement » pour pouvoir continuer à fonctionner. Tout cela est loin de la vérité. En fonction de l'âge et de la formation, les travailleurs des pouvoirs locaux américains gagnent 4% de moins que leurs homologues du secteur privé. Certes, les problèmes des pensions sont réels, mais si la volonté politique existe, la catastrophe pourrait être évitée par une augmentation modeste des moyens budgétaires. Oui, les membres

des syndicats bénéficient généralement de prestations supérieures. C'est précisément le but de l'existence d'un syndicat : améliorer notre niveau de vie grâce à l'action collective. Et c'est précisément pour cette raison que Walker les a pris pour cible.

Des cadeaux fiscaux aux multinationales

La démarche de Walker n'a pas grand-chose à voir avec le souci de redresser le déséquilibre budgétaire, mais elle vise à exploiter la crise pour porter un coup fatal au mouvement syndical. Si la résorption du déficit budgétaire était vraiment sa priorité, Walker n'aurait pas gaspillé 140 millions de dollars en cadeaux fiscaux pour les multinationales ou en refusant d'utiliser les fonds fédéraux pour le développement. Comme 10 autres États, il aurait même pu envisager de relever progressivement les impôts.

Des histoires similaires pourraient être tirées de pays aussi éloignés que l'Équateur et l'Irlande, ou d'un lieu proche du Wisconsin, l'Ohio, où des projets de loi anti-syndicats existent aussi. Un tel contexte aide à comprendre pourquoi les messages de solidarité et de soutien destinés à l'AFT et la NEA se sont multipliés, émanant de syndicats membres de l'IE.

Le Wisconsin illustre clairement les sophismes idéologiques et mensonges politiques qui inspirent ces attaques. En ayant engagé le combat d'une manière



© Wisconsin Education Association Council

aussi brutale, Walker n'a guère d'autre choix que de le poursuivre jusqu'à son amer dénouement.

Les syndicats défendent les travailleurs

Les syndicats de l'éducation, l'AFT et la NEA, l'ont bien compris: leurs leaders et militants se sont multipliés sur les ondes et dans les rues pour manifester jusqu'aux portes des hôtels de ville et dans les capitales des États. Les syndicats savent qu'ils doivent s'adresser aux gens et les convaincre que ce combat est mené pour la défense de leurs normes standards de travail et que c'est seulement en résistant ensemble qu'ils gagneront ce combat et stopperont la course au « moins disant » social.

C'est pourquoi l'IE a maintenu un contact quotidien avec les syndicats américains et se prépare à introduire une plainte auprès de l'Organisation internationale du Travail (OIT) contre les autorités américaines pour violation des normes essentielles du travail et auprès du Comité conjoint OIT-UNESCO d'experts sur l'application des recommandations sur le personnel enseignant. ■

ÉDUCATION

Saint-Domingue: les enseignants exigent « 4 pour cent du PIB pour l'éducation »

Par l'*Asociación Dominicana de Profesores* (ADP), République dominicaine

La campagne « 4 % du PIB pour l'éducation » menée à Saint-Domingue n'est ni fantaisiste ni propagandiste. C'est une réponse calculée entièrement en fonction d'un besoin et reposant sur un fondement juridique et institutionnel.



María Teresa Cabrera se joint à la tête d'une manifestation à Saint Domingue.

Il y a treize ans, après des négociations qui ont porté sur un large éventail de sujets, le président de la République Dominicaine, Leonel Fernández, a approuvé la Loi générale sur l'Éducation 66/97. Ce n'est pas un hasard si cette loi a imposé au gouvernement de consacrer 16% de son budget total ou 4% du PIB à l'éducation, en fonction du montant le plus élevé, au secteur pré-universitaire de l'éducation.

Cet engagement a été pris suite aux graves préoccupations des enseignants envers l'incapacité du gouvernement à investir décemment dans la formation des enseignants et ainsi garantir à chaque enfant une éducation publique de qualité.

Le gouvernement ignore la loi

L'incapacité continuelle du gouvernement à se conformer à ce mandat légal explique que 11% de la population âgée de 15 ou plus ne sait ni lire ni écrire. De plus, la majorité des étudiants étant concentrée dans près de 20% des établissements scolaires, cela a conduit à une situation où un grand nombre de classes d'écoles primaires comptent de 45 à 60 élèves et, dans certains cas, les effectifs des classes dans les écoles secondaires vont jusqu'à 65 élèves ou même jusqu'à 90 élèves par classe.

Pour Teresa Cabrera, membre du Bureau exécutif de l'IE et Présidente de l'ADP, cette situation est intenable:

« Selon toutes les évaluations nationales et internationales de la qualité de l'éducation, la République Dominicaine occupe presque le dernier rang. La recherche effectuée par le Forum économique mondial a classé notre pays au 129ème rang sur 131 en ce qui concerne la qualité de l'éducation. Le Président Fernández reconnaît ouvertement qu'il est peu probable que le pays puisse répondre à ses obligations dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement. Cela est totalement inacceptable pour mes membres et c'est pour cette raison que nous agissons pour renverser cette situation lamentable. »

En effet, les enseignants en République Dominicaine ont mené une campagne nationale très populaire pour mettre fin à cette situation et ils sont en train d'obtenir le soutien des Dominicains ordinaires qui veulent aussi voir 4% du PIB consacré à l'éducation dans le budget de 2011.

Les membres de l'ADP réclament du Ministère qu'il s'engage à nommer des enseignants formés et détenant des qualifications appropriées et à leur verser un salaire convenable de

façon à pouvoir couvrir le coût de la vie. Cela évitera aux enseignants de devoir recourir à un deuxième ou troisième emploi et leur garantira d'avoir suffisamment de temps rémunéré pour préparer leurs cours et enrichir leurs méthodes pédagogiques.

La société dominicaine au cœur de l'action

Pour Cabrera, « quand un gouvernement ne possède pas la volonté politique d'investir dans l'éducation dont notre pays a besoin, nous n'avons pas d'autre choix que d'agir. C'est la raison pour laquelle nous avons mobilisé nos membres et le public pour soutenir notre campagne en faveur de l'allocation de 4% du PIB à l'éducation. Ceci place la société dominicaine au centre de l'action et c'est pourquoi tant de secteurs sociaux se mobilisent pour soutenir notre revendication. C'est une cause qu'il faut célébrer et un modèle à suivre pour revigorer les campagnes syndicales. »

Cabrera conclut: « Cette revendication n'est rien d'autre qu'un appel à la garantie à un droit humain fondamental, l'éducation pour tous. Nous poursuivrons notre combat, chapeaux jaunes en main, jusqu'à ce que nous obtenions 4% du PIB pour l'éducation. » ■

ÉDUCATION

Angleterre: Une augmentation drastique des frais de scolarité universitaires

Par Sally Hunt, Secrétaire générale de l'*University and College Union (UCU)*, Royaume-Uni

Lorsque le nouveau gouvernement de coalition entre libéraux-démocrates et conservateurs britanniques a annoncé qu'il planifiait de transmettre aux étudiants la responsabilité de financer le secteur de l'enseignement supérieur à la place de l'Etat, l'UCU et ses alliés, étudiants, parents et enseignants, se sont rassemblés afin d'organiser la première vague d'opposition aux coupes budgétaires dans des services publics vitaux. Au moyen de manifestations, d'actions de plaidoyer, étudiants et universitaires ont mené une résistance sans concession, défiant des forces de l'ordre trop zélées et le mauvais temps, pour s'opposer à l'augmentation des frais de scolarité.

Cependant, en décembre, le gouvernement a adopté une loi visant à tripler les frais d'admission à l'université et à augmenter les taux d'intérêts des prêts étudiants. D'un seul coup, l'Angleterre, qui peine à produire suffisamment de diplômés comparé à ses rivaux économiques, est devenue le pays le plus cher au niveau de l'enseignement supérieur.

L'accès à l'éducation devrait se fonder sur l'aptitude des jeunes gens à étudier et non leur capacité financière. L'analyse de l'UCU, concernant l'impact des réductions des budgets consacrés à l'enseignement supérieur, a révélé que l'ensemble des universités anglaises se verront dans l'obligation de faire payer aux étudiants des frais de scolarité de près de 7.000 £ par an, afin de compenser les réductions budgétaires imposées au secteur.

Une pression injuste sur les étudiants

L'augmentation des taux d'intérêts appliqués aux frais de scolarité et celle du coût de la vie implique que les personnes devant emprunter n'auront d'autres choix que de s'endetter davantage. Certains étudiants choisiront certainement des cursus moins coûteux dans le but de limiter leur endettement. Les conséquences ne peuvent en être positives, que ce soit pour l'étudiant, les universités ou le pays.

Bien que le gouvernement ait eu l'occasion d'introduire un système juste et progressiste pour le financement du secteur de l'enseignement supérieur, il a choisi de s'en prendre aux étudiants et à leurs familles. Les grandes entreprises bénéficient de l'arrivée d'un grand nombre de diplômés sur le marché du travail et il est grand temps qu'elles prennent leur part de responsabilité dans le financement de ce secteur.

Lord Dearing en a appelé aux entreprises, en tant que principales bénéficiaires de l'enseignement supérieur, en leur demandant de contribuer à la révision primordiale du financement des universités. Il suffirait simplement que le taux d'imposition des sociétés (les impôts payés par les sociétés dont les bénéfices sont les plus importants) atteigne la moyenne établie par le G7, pour permettre de

réunir une somme significative destinée à l'enseignement supérieur.

Attaques contre l'éducation

Le 26 mars, les membres de l'UCU ont participé à la « March for the Alternative to cuts » (marche en faveur d'une autre solution aux réductions budgétaires), organisée par le *British Trades Union Congress*, la confédération syndicale britannique. Ce fut l'une des manifestations les plus impressionnantes d'opposition aux attaques idéologiques du gouvernement contre l'éducation et les services publics. Les syndicalistes ont exigé la mise en place d'une alternative impliquant le paiement par les individus fortunés et les grandes entreprises de leur part d'impôts, au lieu de les éviter, et par les banques d'une taxe sur les transactions. La campagne de résistance continue. ■



Sally Hunt prend la parole lors de la manifestation « Fund Our Future ».

ÉDUCATION

De nouvelles mesures syndicales pour défendre les enseignants migrants

Par Dennis Sinyolo, Internationale de l'Education

Les migrations internationales, y compris de main-d'œuvre qualifiée, sont devenues un phénomène mondial prioritaire en matière de politiques. Les données fournies par l'ONU montrent que près de 214 millions de personnes, soit 3,1 % de la population mondiale vivent hors de leur pays d'origine. Les femmes constituent près de 50 % des migrants internationaux.

Les enseignants migrants, en particulier, continuent d'être traités en tant que main-d'œuvre bon marché et facile à remplacer. Ils sont exploités par les employeurs et les agences de recrutement et doivent souvent faire face à des difficultés, telles que la perte de leur statut professionnel, des conditions de travail inadaptées, des frais exorbitants à payer, la précarité de l'emploi, des contrats peu flexibles et des obstacles à l'obtention du statut de résident légal.

Les violations répétées des droits syndicaux des enseignants, ainsi que de leurs droits en tant que travailleurs, ont amené l'IE et ses affiliés à étendre la portée de leurs mesures afin de protéger les enseignants migrants et leurs familles et promouvoir leur droit à un travail décent.

Les syndicats défendent les droits des enseignants migrants

Le travail effectué par le Groupe des enseignants du Commonwealth (CTG), qui regroupe les organisations membres de l'IE situées dans les pays du Commonwealth, constitue un excellent point de départ pour la mise en place d'une stratégie concernant la migration des enseignants. Le CTG a également participé au développement et à la mise en œuvre d'un plan d'action appelé *Commonwealth Teachers' Recruitment Protocol*. Ce protocole est un outil clé



dans la protection de l'intégrité de systèmes éducatifs vulnérables. Il est soutenu par l'IE, l'UNESCO et l'OIT et garantit le droit des enseignants à migrer, ainsi que leurs droits en tant que travailleurs et professionnels.

Le Conseil des syndicats mondiaux a également établi un Groupe de travail sur les migrations, afin de coordonner la position des Fédérations syndicales internationales (FSI) sur les politiques visant les migrations internationales des travailleurs et de participer conjointement au Forum mondial sur la migration et le développement. Les FSI soutiennent actuellement une pétition qui préconise à tous les pays européens, et autres, de

ratifier la Convention de l'ONU sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants, entrée en vigueur en juillet 2003. Cette pétition doit envoyer un message fort en vue de la Journée mondiale des migrants, le 18 décembre.

L'IE développe actuellement une campagne pour la mobilité et la migration des enseignants, dirigée par un Groupe de travail composé d'affiliés de l'IE venant de pays d'origine et d'accueil. Leur travail permettra à l'IE de concevoir et développer des politiques et stratégies visant à lutter contre l'exploitation des enseignants migrants et à créer un réseau mondial de ceux-ci à l'aide du site Internet de l'IE. ■

ÉDUCATION

Sommet international sur la profession enseignante

Par Tim Walker, *National Education Association (NEA), Etats-Unis*

Le Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) 2009, publié en décembre, a classé les élèves américains dans la moyenne en lecture et en sciences, alors que leur performance en mathématiques était en-dessous de la moyenne. Ces résultats non surprenants ont été largement couverts par les médias qui se sont inquiétés des mauvaises performances des étudiants américains, en comparaison avec ceux d'autres nations aux meilleurs résultats. Arne Duncan, Secrétaire américain à l'Education, a qualifié ce rapport de « signal d'alarme ».

Pourquoi ce « signal d'alarme » ?

Certains se sont servis du rapport pour accélérer les soi-disant « réformes » qui utilisent des données fausses dans le but de déterminer des stratégies pour soutenir l'apprentissage des élèves, faisant au passage des enseignants des boucs émissaires.

Les résultats du rapport PISA sont sans appel: c'est au sein d'écoles et de communautés collaborant avec les enseignants et leur offrant l'occasion de se développer sur le plan professionnel que les élèves obtiennent les meilleurs résultats.

Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE, a expliqué: « Les systèmes scolaires les plus performants rendent la profession enseignante plus attrayante, car ils forment et soutiennent leurs enseignants ». Par exemple, la collaboration entre syndicats d'enseignants et gouvernement a été essentielle au succès de la Finlande et d'autres pays classés parmi les premiers par PISA ces dernières années.

Durant le premier Sommet international sur la profession enseignante, qui se déroulera les 16 et 17 mars à New York, l'accent sera placé sur ces meilleures pratiques. Les principales parties prenantes venant du monde entier, dont des ministres de l'Education, représentants syndicaux et quelques-uns des meilleurs éducateurs, partageront stratégies et expériences réussies.



Le Secrétaire général de l'IE, Fred van Leeuwen, s'adresse au Sommet. À sa gauche, la Présidente de l'IE, Susan Hopgood.

La NEA et l'*American Federation of Teachers* organiseront l'évènement en collaboration avec l'IE, le département de l'Education des Etats-Unis et l'OCDE, afin d'initier un dialogue international continu visant à développer une profession enseignante forte et efficace.

Dennis Van Roekel, Président de la NEA, a déclaré : « Il s'agit là d'un évènement historique. Pendant deux jours, certains des plus grands experts en éducation du monde entier partageront des stratégies éprouvées et efficaces concernant le recrutement, la formation et la nomination d'enseignants exceptionnels. »

Le Secrétaire général de l'IE, Fred van Leeuwen, souligne que les enseignants devraient être considérés

comme des partenaires de plein droit par les gouvernements, en particulier lors de la conception de réformes éducatives: « Le sommet représente une occasion unique pour les enseignants et leurs syndicats à l'échelle mondiale de réfléchir au futur de leur profession. Les enseignants qualifiés sont vitaux au bon fonctionnement et à la réussite de toutes nos sociétés. » ■

info

Pour plus d'informations, visitez le site du département de l'Education des Etats-Unis (en anglais): go.ei-ie.org/7

ÉDUCATION

Programme d'action visant à améliorer le marché du travail pour les enseignants

Par Ulf Rödde, *Gewerkschaft Erziehung und Wissenschaft (GEW)*, Allemagne

Le GEW, syndicat d'enseignants le plus important d'Allemagne, a appelé à une action immédiate au niveau fédéral en ce qui concerne la formation des enseignants pour accroître le nombre de postes d'élèves-enseignants et d'enseignants stagiaires.

Cette proposition fait partie des dispositions prises par le GEW en réponse au projet de recherche entrepris par l'Université de Dortmund au sujet de la situation des enseignants sur le marché du travail. Les résultats de ce projet montrent que le nombre d'enseignants ayant intégré la profession au cours de ces dernières années est insuffisant.

Lors d'un sommet qui s'est déroulé à Dresde en 2008, la Chancelière Angela Merkel a annoncé le programme « Education Republic of Germany » (République allemande de l'éducation), qui promet, par exemple, la nomination d'un nombre suffisant d'enseignants. Cependant, si les Etats fédérés continuent leurs pratiques de recrutement, cet objectif ne sera pas atteint.

Les Etats doivent former les enseignants

Mieux encore, si les Etats fédérés acceptent de reconsidérer leurs pratiques, il leur faudra faire face à un autre problème qu'ils auront eux-mêmes créé: où vont-ils trouver ces jeunes enseignants? Depuis 2000, les Etats fédérés forment annuellement beaucoup moins d'enseignants qu'ils n'en nomment. Pour compenser, ils ont augmenté le nombre d'élèves-enseignants dans les écoles ou la charge de travail des enseignants.

Les solutions durables, qui tiennent

compte des besoins des enseignants et des élèves, utilisent une approche différente, car même si les emplois du temps sont réduits et si davantage de personnes intègrent la profession « par la petite porte », le manque d'enseignants ne fera qu'empirer, particulièrement avec les départs en retraite massifs. À partir de 2015, plus de 33.000 enseignants partiront à la retraite chaque année.

Ulrich Thöne, Président du GEW, a déclaré: « Nous ne disposons pas de nouveaux enseignants qualifiés en suffisance pour remplacer ceux qui partent à la retraite. Le nombre de places, permettant d'accueillir plus de candidats à une formation d'enseignant, doit être considérablement augmenté par les Etats fédérés. »

La concurrence du monde des affaires

Udo Beckmann, président du *Verband Bildung und Erziehung (VBE)*, l'autre syndicat d'enseignants majeur en Allemagne, soutient ce point de vue: « La seule façon de garantir que des enseignants qualifiés intègrent la profession est de promouvoir l'enseignement aux yeux des jeunes gens. Cela signifie une meilleure réputation de la profession au sein de la société et des salaires adéquats. L'enseignement est en concurrence avec les entreprises et d'autres employeurs du secteur public pour le



© Irina Ruppert / Laif / REPORTERS

recrutement des jeunes employés les plus compétents. »

Ilse Schaad, Directrice du personnel et de la politique pour le GEW, explique: « Les Etats fédérés devraient augmenter les salaires du personnel enseignant et des élèves-enseignants et mettre en place de meilleures conditions de travail. »

Les membres du GEW, avec ceux d'organisations syndicales sœurs, ont réussi à obtenir de la *Kultusministerkonferenz* (Assemblée des ministres de l'Education des Etats allemands) qu'elle recommande à chaque Etat de prendre des lois rendant obligatoire l'accès à des formations de qualité pour les enseignants du primaire et du secondaire. ■

ÉDUCATION

L'attention accordée à l'éducation de la petite enfance n'est pas suffisante

Par Dennis Sinyolo,
Internationale de l'Éducation

Les résultats d'une nouvelle étude du groupe de travail de l'IE sur l'éducation de la petite enfance (EPE) révèlent que, si l'on continue de prêter plus attention à l'EPE à l'échelle mondiale, les progrès effectués restent inégaux et beaucoup reste encore à faire.

Bien que l'EPE soit l'un des objectifs principaux de l'Éducation pour Tous, de nombreuses autorités publiques dans le monde continuent de négliger ce secteur. Alors que l'EPE s'ouvre à un nombre d'enfants toujours croissant, elle reste principalement l'apanage de prestataires privés et le secteur manque toujours cruellement de réglementations dans plusieurs pays, ce qui pose des questions sur la qualité des services proposés.

L'étude dirigée par l'IE montre du doigt les pays en développement, où l'accès à l'EPE est restreint. En outre, les jeunes enfants (0-3 ans), les enfants issus de familles pauvres ou rurales, les enfants ayant des difficultés d'apprentissage, ainsi que ceux issus de minorités autochtones, ethniques ou d'autres groupes vulnérables ont moins de chance d'entrer en crèche ou en maternelle que les enfants d'autres groupes. En général, le nombre de professionnels qualifiés dans le secteur de l'EPE est insuffisant dans plusieurs pays et les enseignants de sexe masculin sont sous-représentés, ne constituant que 10% du personnel. De plus, les conditions de travail pour le personnel enseignant dans le secteur de l'EPE sont souvent moins avantageuses que celles offertes dans d'autres secteurs éducatifs.



© Reporters / BUTHAUD Gérald / SUN

L'étude « Education de la petite enfance : un scénario mondial » a été publiée lors d'une réunion du Groupe qui s'est déroulée à

Copenhague, au Danemark, et à laquelle le syndicat danois BUPL a participé. ■

Parmi les recommandations principales de l'étude figuraient:

- Il est impératif de s'occuper des problèmes d'accès à ces services qui concernent particulièrement les enfants issus de familles à bas revenus et de minorités autochtones ou ethniques.
- Il est nécessaire de développer des critères de qualification plus élaborés pour les enseignants du secteur de l'EPE dans plusieurs pays. En effet, la mise en place de formations plus adaptées et de salaires adéquats, comparables à ceux pratiqués dans d'autres secteurs, permettra de recruter et retenir le personnel.
- Le personnel enseignant du secteur de l'EPE reste en grande partie non syndiqué dans certains pays et, par conséquent, les syndicats devraient organiser et représenter les enseignants et le reste du personnel employés dans le secteur de l'EPE.
- L'IE continuera d'encourager les gouvernements à garantir à chaque enfant l'accès à des services d'EPE de bonne qualité.

info

L'étude (en anglais) peut être téléchargée en cliquant sur le lien suivant:
go.ei-ie.org/8

ÉDUCATION

Le plurilinguisme: une réalité dans les classes des pays européens

Par Simone Forster, Syndicat des Enseignants Romands, Suisse

On recommande aux parents immigrés de parler leur langue à la maison. Des bibliothèques s'ouvrent avec des livres de jeunesse dans de nombreuses langues. Dans certains quartiers défavorisés londoniens, des employés des crèches ou de certaines ONG apportent régulièrement aux familles immigrées des livres à lire à leurs enfants dans leur langue ou en anglais. Tout cela pour que l'entrée en classe enfantine se passe bien et pour donner certaines clés aux parents sur le fonctionnement du système scolaire.

L'éveil aux langues

Il arrive que les enfants pratiquent deux langues à la maison ou que l'école soit bilingue, comme celles des régions romanches et italiennes des Grisons. Les enfants portugais qui fréquentent les classes bilingues de Pontresina apprennent sans difficulté le romanche, une langue romane comme la leur; les enfants hollandais n'ont pas de peine avec l'allemand et le suisse allemand. Le plurilinguisme des classes est un enjeu de taille, un écueil pour certains enseignants démunis d'outils pédagogiques. Dans ces circonstances, les activités d'éveil aux langues s'avèrent efficaces. Ces pédagogies facilitent les apprentissages et valorisent aussi les compétences des minorités linguistiques de la classe. Passer d'une langue à une autre, trouver ce qui est semblable et ce qui est différent, décortiquer les mots et les sons, chercher des racines sont des activités stimulantes pour les enfants et pour les enseignants.

Le réseau européen Euridyce enquête

Les enquêtes Euridyce montrent qu'il existe quantité de mesures destinées à faciliter l'intégration des élèves immigrés: classes d'accueil pour apprendre la langue d'enseignement, soutien scolaire, médiateurs culturels, cours de langue et de culture d'origine et formation des enseignants à la

gestion de classes plurilingues, entre autres. Le but de ces stratégies est le même partout: promouvoir l'égalité des chances. Dans de nombreux pays, comme en Finlande depuis 2004, l'équité éducative est inscrite dans la loi.

Interprètes et traducteurs communautaires

Lorsque la communication avec les

familles immigrées pose problème, les Ministères de l'éducation recommandent de faire appel à des interprètes, traducteurs ou médiateurs communautaires. Dans la plupart des pays, ce sont les autorités locales qui en assument les frais. Au Luxembourg depuis 2009/2010 et dans les pays scandinaves, l'interprétation est un droit statutaire pour toutes les familles



récemment arrivées. Souvent toutefois, les écoles improvisent; elles font appel à des membres d'ONG, à des enseignants de langue et de culture d'origine ou à des parents immigrés de longue date.

Cours de langues et des cultures d'origine

La vocation des cours de langue et de culture d'origine est d'assurer une bonne maîtrise de la langue maternelle et de renforcer les liens avec la culture d'origine. Ces cours sont souvent financés par les consulats et les missions diplomatiques. Les leçons se déroulent dans les écoles les jours de congé ou après les classes, sauf en Espagne et au Luxembourg où elles ont lieu durant l'horaire normal. Il s'agit en quelque sorte d'une école parallèle. En France et au Luxembourg, les notes obtenues dans les cours de langue maternelle figurent dans les livrets scolaires. Une manière de reconnaître leur rôle éducatif.

Certains gouvernements ont adopté une position de principe: tout enfant immigré a droit à l'enseignement de sa langue maternelle, et les cours sont à la charge du système national d'éducation. Ceux-ci ne sont toutefois organisés que si le nombre d'élèves concernés est suffisant; Enfin, certains pays comme la France, la Slovénie et le Royaume-Uni recommandent aux établissements d'inclure certaines langues de la migration dans l'offre des langues à option. Les Pays-Bas sont un cas à part. En 2004, après des débats politiques houleux, le Gouvernement a supprimé les cours de langue et culture d'origine. Ceux-ci ont été remplacés par un soutien plus intensif à l'apprentissage de la langue d'enseignement.

De la vitalité des langues

Les études européennes montrent que, à classe sociale égale, les

enfants immigrés dont les parents ne parlent pas la langue du pays d'accueil obtiennent de moins bons résultats que les enfants autochtones. En France, la langue dominante des enfants turcs à la fin de l'école maternelle, soit à 6 ans, est le français. Toutefois, ces enfants ne comblent leur retard dans la langue d'enseignement qu'à la fin de l'école primaire, vers 11 ans. Les élèves qui fréquentent les cours de langue et de culture d'origine de 7 à 15 ans, et qui parlent le turc à la maison, atteignent un niveau proche des monolingues de Turquie vers l'âge de 14 ans. Toutefois, ces résultats masquent une dure réalité; 27% des enfants turcs quittent le

système scolaire français sans diplôme; 13% des enfants immigrés, 8% pour le reste de la population.

Et en Suisse?

Le plurilinguisme n'est pas un avantage, même dans un pays quadrilingue. En effet, un enfant étranger sur dix fréquente une classe spéciale, soit un enfant suisse sur quarante, et la moitié des élèves étrangers suivent une filière à exigences élémentaires dans l'enseignement secondaire, soit un quart des élèves suisses. Toutefois, comme partout ailleurs, l'éducation joue son rôle d'ascenseur social, mais il faut attendre une génération au moins. ■



© Yves Giraud

ÉDUCATION

Enseignement interculturel et coexistence au sein des écoles

Par José Trujillo Campos, *Federación de Enseñanza de Comisiones Obreras (FECCOO)*, Espagne

On assiste à l'émergence d'un nouveau modèle d'intégration, basé sur un programme intégrationniste équitable au sein des établissements d'enseignement. En règle générale, les enseignants du secondaire adoptent une approche positive en matière d'enseignement interculturel. Il existe néanmoins un lien incontestable entre les attitudes favorables des enseignants et leur formation.

Il semble évident que la formation enseignante et les programmes dispensés constituent deux éléments essentiels à tout enseignement interculturel efficace. Parmi les problèmes et besoins des enseignants travaillant avec des élèves issus de l'immigration et juste arrivés, on relève notamment le manque de communication, pas seulement linguistique mais également sociale, découlant d'un choc culturel inusuel, qui nécessite parfois une attitude de soumission de la part de l'élève issu de l'immigration pour arriver à se faire accepter par le groupe. Certains enseignants déclarent ne pas disposer des ressources nécessaires pour jouer un rôle de médiateur dans de tels conflits.

Intégration et identité culturelle

Les grandes lignes d'un plan d'intégration des élèves venant juste d'arriver, visant à promouvoir l'interculturalisme et éviter la création de ghettos au sein des écoles, devraient comporter un examen approfondi de certains concepts et leur mise en œuvre. La formation des enseignants, conseillers interculturels et coordinateurs Education, les programmes d'accueil, l'interaction avec les familles, les classes d'accueil temporaires ainsi que les formations en langues et les formations non

réglementées dispensées par les syndicats constituent tous d'utiles points de départ.

En vue d'atteindre ces objectifs, il est fondamental de promouvoir l'intégration des nouveaux élèves issus de l'immigration au sein de leur nouvel environnement social et scolaire, sans toutefois oublier leur identité culturelle. Ces élèves doivent également mettre en place des stratégies afin d'assurer une communication efficace et mettre à profit leurs connaissances et

expériences acquises au préalable dans leur langue maternelle.

De plus, il est essentiel de promouvoir, au sein de toute la communauté scolaire, des attitudes propices à l'intégration dans les écoles comme la société. Ces attitudes englobent la solidarité et la coopération et bannissent tout comportement intolérant, raciste, xénophobe et de marginalisation sociale.

Enfin, il est important d'envisager des mesures urgentes, notamment la



« Il est fondamental de promouvoir l'intégration des nouveaux élèves issus de l'immigration au sein de leur nouvel environnement social et scolaire, sans toutefois oublier leur identité culturelle. »

création d'un poste de coordinateur de l'éducation interculturelle, qui se chargera de cette tâche dans le cadre du Plan d'éducation interculturelle.

Un projet pour la réussite académique

Jusqu'à présent, les « *politiques d'excellence* » consistaient en des efforts visant à intensifier les méthodologies et techniques d'enseignement traditionnelles, façonnées par l'utilisation des technologies les plus récentes. La priorité a été accordée à des sujets particuliers au sein du programme, notamment les évaluations PISA ou les tests diagnostiques, et ce, au détriment de formes plus expressives et humanisantes. On a insisté de façon malsaine sur les tests internes et externes, pour contrôler la maîtrise de ce qui est considéré fondamental. Cela va de pair avec la commercialisation des établissements scolaires, forcés de rivaliser pour attirer les meilleurs élèves et, de façon implicite, d'éviter ceux en difficulté. Enfin, on observe une certaine aspiration à « l'autonomie », qui masque la tendance des autorités publiques à se décharger de leur responsabilité de fournir une éducation de qualité pour tous en tant que service public.

A cet égard, les politiques d'excellence ne pourraient pas s'opposer davantage aux politiques d'équité, qui visent des

compétences basiques, exhaustives et inclusives, un apprentissage fonctionnel et une pédagogie progressive.

L'enseignement interculturel entend conserver la fonction des établissements scolaires dans une société valorisant plus que jamais l'information et la connaissance. En tant que projet, il est dépouillé de tendances ethnocentriques, machistes ou homophobes. Il s'agit

d'un projet éthique. En effet, apprendre à vivre ensemble constitue un défi fondamental. Pour le relever, nous devons former de vrais héros, capables de résister à leurs instincts les plus serviles et consentants, assumer la responsabilité de leurs propres décisions, se dresser contre l'injustice, ne pas sacrifier la liberté individuelle pour une plus grande sécurité et, enfin, conserver leur dignité. ■

Aula Interculturel

L'IE participe au projet Education pour la solidarité et la citoyenneté dans le monde entier: la salle de classe interculturelle, lequel fait partie du programme Education aux valeurs et développement, sponsorisé par le syndicat espagnol FETE-ISCOD UGT.

Le projet vise à renforcer les syndicats d'enseignants en formant des chefs d'établissements et des enseignants à analyser et agir concernant la migration, la perspective du genre dans celle-ci et le rôle de la profession enseignante dans la constitution d'écoles et de stratégies pour des campagnes et la communication syndicale.

La première étape du projet s'est déroulée en 2010, fondée sur la formation syndicale via une plateforme virtuelle sur le site Internet de la région Amérique latine de l'IE. La seconde étape, en 2011, est centrée sur des ateliers de formation nationaux sur le thème de l'enseignement interculturel. ■

info

Pour en savoir plus sur ce projet ou accéder à des ressources, veuillez visiter:
go.ei-ie.org/b

RECHERCHE

La nécessité de vaincre le manque d'enseignants qualifiés en Inde

Par Mireille de Koning, Internationale de l'Éducation

En septembre 2010, Mireille de Koning, de l'unité recherche de l'IE, a visité quatre Etats en Inde afin de rédiger une étude sur la formation des enseignants non- et sous-qualifiés (sous contrat) du niveau primaire. C'est ainsi qu'elle a rencontré des responsables politiques et des instituteurs afin de connaître les principaux défis en matière de formation de qualité des enseignants. Dans son rapport, elle nous fait partager certaines réflexions sur sa visite, durant laquelle la *All India Primary Teachers Federation* lui a fourni tout le support organisationnel nécessaire. L'étude complète sera publiée dans le courant de cette année.

En entrant dans la salle de classe, je lançai un joyeux « Namaste...! »

Quarante élèves tout excités, âgés de 9-10 ans, se levèrent bruyamment. Les regards allèrent de moi au professeur et revinrent à nouveau vers moi, avant que les enfants n'entonnent avec une parfaite harmonie : « nam-mas-ste-e!! »

En me pointant du doigt, je prononçai en hésitant : « Mērānāma Mireille hai » (Je m'appelle Mireille). Des rangées d'enfants, souriant timidement, m'observèrent d'un air interrogateur. Quelques gloussements. Je jetai un coup d'œil au professeur qui, rassurant,

me salua de la tête, avant de demander aux enfants de se rasseoir.

Les mêmes scènes se déroulèrent dans presque toutes les écoles et salles de classe visitées en Inde: dans les écoles privées de Delhi, les petites écoles de village autour de Lucknow, des districts ruraux près de Bhopal et les faubourgs sans cesse en expansion de Calcutta où, ayant oublié que les enfants ne parlaient pas hindi, mes salutations d'usage provoquèrent des gloussements déconcertés.

Rencontrer les responsables et les exécutants de la politique éducative dans leurs bureaux encombrés de Delhi

et de la capitale des Etats constitue une expérience éloignée de la routine quotidienne d'une école de village rural de l'Uttar Pradesh, de Madhya Pradesh et du Bengale occidental. Ce fossé qui existe entre les hauts dirigeants politiques et la réalité de la salle de classe illustre les difficultés d'organisation et de coordination d'un système d'enseignement public sans cesse en expansion, dans le but de satisfaire aux besoins d'une société caractérisée par de très importants clivages socioculturels, religieux, linguistiques et économiques. Assurer 'l'Éducation pour Tous' n'est pas tâche aisée dans le sous-continent indien de plus de 1,1 milliard d'habitants, où l'on estime que des millions d'enfants ne bénéficient pas d'un accès adéquat à l'école.

Les para-enseignants ne sont pas la solution

Garantir que le recrutement et le maintien des enseignants suivent le rythme de l'évolution en matière d'éducation représente un défi majeur. Durant les dernières décennies, beaucoup de gouvernements des Etats ont eu recours au recrutement d'enseignants sur base d'un maigre salaire et possédant peu ou pas de formation. On estime qu'environ 500.000 « para-enseignants » travaillent dans des écoles à travers le pays, un nombre en augmentation. Cette



© M. De Koning

Une jeune fille dans une école primaire gouvernementale de New Delhi.



© M. De Koning

Observation d'une salle de classe dans l'école d'un village près de Lucknow, en Inde.

solution considérée à court terme est aujourd'hui bien établie dans le système éducatif indien. Présenter des solutions pragmatiques pour un recrutement et une formation de qualité des enseignants devient de plus en plus urgent pour les syndicats d'enseignants et le secteur plus large de l'Éducation et il n'existe pas de solution facile.

L'équité reste un vœu pieux

Les grèves massives organisées par des « para-enseignants » demandant des salaires plus élevés, les contrastes dans la situation des écoles, de la salle de cours complètement décorée à la salle de classe unique où les enfants sont présents mais pas le professeur, et les entretiens avec les professeurs d'université déclarant que les profondes réformes gouvernementales dans l'éducation ne mèneront pas à de vrais changements dans la salle de classe m'ont dressé le portrait d'un système éducatif qui n'a pas peur de l'innovation, mais où l'équité reste difficile à atteindre.

Entreprend-t-on suffisamment pour concilier théorie et pratique afin de combler le fossé qualitatif en

matière d'éducation? Les syndicats d'enseignants réussissent-ils à faire entendre leur voix dans le débat sur l'Éducation ou peut-on faire plus? Quelles solutions réalistes et aujourd'hui économiquement viables existent concernant la formation de l'enseignant? Les problèmes sont-ils simplement trop complexes dans un système éducatif et une société déjà très fracturés, où près de la moitié de la population vit dans la pauvreté?

L'éducation malgré des conditions difficiles

Dans chaque école que je visite, je ressens la même impression: les conditions peuvent être miséreuses, les ressources peu nombreuses, les enfants assis sur un revêtement de simple ciment, dans des salles de classe surpeuplées, aux murs nus, partageant les mêmes livres, et les enseignants peuvent gagner un salaire bien en dessous d'une rémunération décente, mais personne n'abandonne. Presque chaque jour, des articles de journaux et des blogues débattent de la toute récente loi sur le droit à

l'Éducation, tandis que les militants syndicaux parlent avec passion des besoins supplémentaires pour offrir à chaque enfant la chance d'accéder à la meilleure éducation possible grâce à des enseignants formés professionnellement.

Il est six heures du matin et je suis dans un taxi en route pour l'aéroport. Calcutta s'éveille tandis que nous roulons à travers les rues grouillantes où vivent des familles dans des constructions en forme de tente. Des femmes se penchent sur des petits poêles pour préparer le repas, des hommes s'accroupissent dans des caniveaux et se lavent, des jeunes hommes portent sur la tête des paniers chargés de biens à vendre et les omniprésents conducteurs de rickshaws, des tricycles de transport, attendent les clients.

Une tente installée sur le trottoir s'ouvre, d'où émerge une jeune mère en sari coloré. Elle pousse devant elle deux petits enfants bien soignés et en uniforme, portant des sacs à dos, les cheveux mouillés agrémentés d'une raie sur le côté. Je les observe marchant dans la direction opposée. Ils se dirigent vers l'école. ■

RECHERCHE

Le statut des doctorants, une question urgente pour les syndicats d'enseignants

Par Krystian Szadkowski, chercheur du Réseau Marie Curie Eduwel à l'Institut de recherche de l'Internationale de l'Éducation

L'amélioration des normes en matière d'emploi des doctorants est indispensable si nous voulons créer des conditions de travail décentes pour tous les personnels académiques et atteindre l'objectif d'un enseignement supérieur public de qualité.

La crise financière mondiale a servi de prétexte idéal à de nombreux gouvernements européens pour maintenir le financement de l'enseignement supérieur public à son niveau actuel, voire le réduire considérablement. En outre, comme l'on croit généralement que le secteur de l'éducation est coûteux en main-d'œuvre, les économies sur l'éducation peuvent également se traduire par des coupes sur les salaires des enseignants moyennant une augmentation des contrats de travail à temps partiel, accompagnée d'une réduction des postes titularisés.

Une baisse des coûts de l'enseignement peut toutefois être également obtenue en mettant au travail une main-d'œuvre précaire. En ce qui concerne le monde universitaire, les doctorants semblent constituer pour certains comptables une source de main-d'œuvre alternative bon marché.

Une augmentation constante mais alarmante du nombre de doctorants au sein des pays de l'OCDE a été observée ces dernières années. Le nombre de titulaires d'un doctorat a rapidement augmenté de 40% lors de la dernière décennie, les programmes doctoraux s'inscrivant dans le cadre du Processus de Bologne (études du troisième cycle) depuis la Conférence de Berlin en 2003.

Selon le Communiqué de Bergen, ceux qui prennent part aux programmes doctoraux sont considérés à la fois



Flickr.com (cc) @ secretlondon123

comme étudiants et jeunes chercheurs en début de carrière. Une déclaration politique de la structure paneuropéenne de l'IE de 2005 a clairement annoncé que: « Les syndicats appellent à la reconnaissance du doctorat comme étant la première étape dans une carrière académique/de chercheur et la seule obligation formelle pour la promotion à des postes académiques supérieurs ». Malgré cela, il n'existe toujours pas de cadre européen pour la réglementation commune d'un statut des doctorants.

D'après une enquête menée parmi les pays membres du Processus de Bologne par l'Association européenne de l'université que, dans 10 pays sur

35, les doctorants de l'enseignement supérieur ont le statut d'étudiants, notamment en Italie, en Lettonie et au Royaume-Uni. Dans seulement trois des pays examinés, ils sont considérés comme employés, notamment au Danemark et aux Pays-Bas. Et dans les 22 autres pays, les doctorants ont un statut mixte, ni étudiants ni travailleurs, notamment en Allemagne, en Belgique et en Pologne.

Beaucoup d'obligations, aucun droit

Conformément aux Principes de Salzbourg, les doctorants doivent être reconnus comme des professionnels. Peu importe le statut officiel qui leur

est conféré, il est essentiel qu'ils bénéficient des droits reconnus aux travailleurs. Or, ce n'est pas le cas partout. Dans de nombreux pays, les doctorants sont considérés comme des personnes ayant des obligations à la fois comme travailleurs et comme étudiants, sans bénéficier des droits de ces deux catégories.

Un bon exemple de ce statut intermédiaire des étudiants en doctorat est celui de la Pologne, où leur nombre augmente rapidement. Durant l'année académique 2009-10, leur nombre s'est élevé à 35.600, dont 46% ont obtenu une bourse. Une bourse s'élève en moyenne à 270€ sans taxes, ni assurance maladie ni pension, dans un pays où le revenu net médian est de 557€. Ces bourses sont octroyées aux doctorants suite à la procédure d'inscription, en fonction de leur position dans le classement final. Elles peuvent être annulées ou ajournées après chaque année d'études.

Les étudiants en doctorat bénéficiant d'une subvention doivent dispenser des cours, jusqu'à 90 heures par an, à titre de formation non rémunérée. Les universitaires menant des recherches sont tenus de donner cours de 120 à 140 heures par an. Seuls les doctorants

sans bourse peuvent refuser de donner cours.

On observe une diminution du nombre d'assistants et d'employés à l'université qui enseignent ou étudient en doctorat: 28% entre 1996 et 2009. Le professeur Dąbrowa-Szefer indique que cette réalité est étroitement liée à l'accroissement du taux d'inscription aux programmes de doctorat.

Dans le même temps toutefois, nous constatons une baisse du taux d'enregistrement aux procédures de remise du diplôme de doctorat, passant de 32% en 1999 à 23% en 2008. Cette baisse peut s'expliquer par les taux d'abandon, de sorte que, malgré l'augmentation du nombre de personnes s'inscrivant aux programmes de doctorat, elles sont moins nombreuses à parvenir à terminer leur thèse.

Considérer les étudiants diplômés comme étant qualifiés pour entrer sur le marché normal du travail a peu de sens, en particulier dans des domaines saturés comme les sciences humaines. Ils ne sont nécessaires que dans le cadre d'emplois peu rémunérés à l'université, alors que le marché du travail, à l'extérieur, ne leur est guère utile. Cette

situation motive Marc Bousquet à les appeler « les déchets du système d'enseignement supérieur ». Un autre professeur, Tomasz Szkudlarek, affirme que « l'affluence des étudiants en doctorat aux portes du monde universitaire forme un réservoir de travail d'enseignement et technique mal ou non rémunéré, [qui] diminue également la pression salariale exercée par les travailleurs à temps plein ».

La solidarité contre l'introduction des mécanismes du marché dans l'enseignement supérieur public entre les travailleurs universitaires à temps plein et à temps partiel et les étudiants en doctorat s'avère essentielle, tout comme l'effort conjoint pour garantir des formes d'emploi décentes à tous les travailleurs dans le milieu universitaire. C'est l'une des principales raisons pour lesquelles la question du statut des étudiants en doctorat doit être continuellement soulevée par des universitaires syndiqués. ■

« La solidarité
contre
l'introduction
des mécanismes
du marché dans
l'enseignement
supérieur public
[...] s'avère
essentielle. »



RECHERCHE

L'IE lance un nouveau projet sur le stress au travail des enseignants en Europe

Par Cecilia Logo, Internationale de l'Éducation

La nouvelle Région Europe de l'IE, le Comité syndical européen de l'éducation (CSEE), lance une enquête destinée aux enseignants pour analyser les effets négatifs du stress.



Le CSEE a obtenu une subvention de la Direction générale pour l'emploi, les affaires sociales et l'inclusion de la Commission européenne, afin de mener le projet *Stress lié au travail III* (une enquête sur le stress des enseignants au travail) au sein de la région et ainsi comparer et évaluer l'impact des risques psychosociaux pour les professionnels sur le lieu de travail.

La santé et la sécurité des enseignants et du personnel des écoles au travail est l'une des préoccupations principales des membres du CSEE, car le stress lié au travail reste une menace majeure pour la santé et la sécurité des enseignants. Ce problème requiert une attention particulière des délégués syndicaux du secteur de l'éducation.

Grâce à son nouveau projet, le CSEE sera en mesure d'approfondir le travail déjà accompli dans le cadre de deux précédents projets concernant le stress lié au travail pour les enseignants et le personnel des écoles. Alors que ces projets devaient permettre l'établissement et la mise en œuvre du Plan d'action du CSEE sur le stress lié au travail, le nouveau projet impliquera de mener des enquêtes auprès des enseignants en Europe, dans le but de rassembler des données précises et concrètes sur le stress au travail pour les enseignants eux-mêmes.



© F. Destree

Les résultats de cette enquête donneront au CSEE les moyens de définir diverses stratégies pour soutenir les syndicats d'enseignants nationaux dans la mise en œuvre du Plan d'action du CSEE et de l'Accord-cadre autonome européen sur le stress lié au travail.

Le Forschungsstelle Arbeits- und Sozialmedizin, centre de recherche allemand spécialisé dans la médecine sociale et professionnelle, s'est vu confier la responsabilité de mener l'enquête. Les données

seront rassemblées à l'aide du Questionnaire psychosocial de Copenhague.

Les écoles participent à l'enquête

Le CSEE sollicite le soutien de toutes les organisations européennes membres pour identifier 500 établissements du primaire, du secondaire, et de l'enseignement et formation professionnels dont les enseignants pourraient participer à une enquête en ligne.

Un groupe consultatif, composé du secrétariat du CSEE, d'experts de quatre syndicaux d'enseignants et d'un membre de la Fédération européenne des employeurs de l'éducation supervisera la mise en œuvre du projet et se réunira régulièrement jusqu'à ce qu'il soit achevé. Les membres de ce groupe ont déjà démontré leur expertise et leur engagement lors de projets ultérieurs menés par le CSEE. ■

info

Pour des informations supplémentaires, rendez-vous sur le site Internet du CSEE dédié à la santé et la sécurité des enseignants au travail:
go.ei-ie.org/9

ÉGALITÉ

Célébration de la diversité sexuelle dans les écoles britanniques

Par Claude Carroué,
Internationale de l'Éducation

Depuis 2005, au mois de février, les enseignants et membres des affiliés britanniques de l'IE célèbrent le mois de l'histoire des lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres (LGBT), afin de sensibiliser leurs élèves et collègues aux conditions de vie et expériences vécues par les LGBT en Grande-Bretagne.



Sue Sanders, fondatrice du mois de l'histoire des LGBT en Grande-Bretagne, est une membre active du syndicat *National Union of Teachers*. Elle raconte aux Mondes de l'Éducation comment l'idée de cette initiative lui est venue.

Combattre harcèlement et maltraitance

« Les gouvernements, services sociaux à l'enfance, directeurs d'établissements et professeurs principaux ont le devoir de protéger la santé et la sécurité des élèves, des étudiants et du personnel qui travaillent dans leurs établissements », explique-t-elle au sujet de plusieurs lois votées au Royaume-Uni ces dernières années.

« Cependant, nous recevions continuellement des rapports de harcèlement et maltraitance, au sein et autour des établissements d'enseignement, et il me paraissait évident, en tant qu'enseignante, qu'on ne pouvait pas raisonnablement attendre d'une personne victime de maltraitance qu'elle exploite tout son potentiel. »

« Pourtant, en nous concentrant uniquement sur le harcèlement et la

maltraitance, nous avons omis de tenir compte de la partie immergée de l'iceberg. Mes collègues et moi-même avons réalisé qu'il était vital de s'attaquer aux causes. Il a alors été décidé d'examiner la façon dont les femmes et les LGBT étaient présentés dans le programme scolaire et d'éliminer sans attendre tous les éléments de langage et actions jugés discriminatoires. Il est important de souligner que les préjugés sont souvent issus de l'ignorance. »

Sanders est fière du succès remporté par le mois de l'histoire des LGBT. Selon elle, « les LGBT transcendent ceux qui les oppriment, car ils sont plus humbles, plus intéressants, plus complexes et plus forts. Nous souhaitons initier des discussions autour de ce thème ».

Plans de leçon sur les thèmes LGBT

L'équipe en charge du mois de l'histoire des LGBT ne fait pas que coordonner des centaines d'activités dans les écoles britanniques, elle a également donné pour mission aux autorités de faire comprendre à tous les enseignants

que sensibiliser personnel et élèves au sujet des expériences vécues par les LGBT ne pouvait se faire que dans une atmosphère propice.

En plus des plans de cours sur le thème du mois de l'histoire des LGBT, Sanders et des collègues enseignants ont développé des ressources pour aider les écoles à en finir avec l'invisibilité des LGBT dans plusieurs communautés. Les conseils aident les établissements à mettre en place des politiques respectueuses du personnel LGBT et des droits des enfants et à s'attaquer aux intimidations verbales et insultes homophobes.

Un forum conjoint IE/Internationale des Services Publics sur les LGBT se tiendra avant le sixième Congrès mondial de l'IE, au Cap, en Afrique du Sud, les 18 et 19 juillet. ■

info

Pour plus de détails sur le mois de l'histoire des LGBT, rendez-vous sur : www.lgbthistorymonth.org.uk

ÉGALITÉ

Journée internationale de la femme: 100 ans de droits de la femme

Par Claude Carroué, Internationale de l'Education

Le 8 mars, des hommes et des femmes du monde entier ont célébré le 100ème anniversaire de la Journée internationale de la femme en plaidant pour un accès égalitaire à l'éducation, la formation, la science et la technologie pour ouvrir la voie vers un travail décent pour les femmes.

Cette journée tient ses racines dans les grèves des années 1850, au cours desquelles les femmes ont manifesté contre de mauvaises conditions de travail, demandant une réduction du temps de travail, un meilleur salaire, la fin du travail des enfants et le droit de vote. En 1908, plus de 15.000 femmes ont manifesté à New York, aux Etats-Unis, pour exiger le respect de leurs droits. Cette journée est officiellement commémorée depuis 1911.

Le siècle écoulé a vu un changement d'attitude très clair dans la société et dans la perception qu'ont les femmes de l'égalité et de l'émancipation. Dans des pays comme la Bulgarie, la Chine, la Russie et le Vietnam, cette journée est à présent un jour férié national.

Plus de modèles féminins

Pour certaines, et particulièrement pour les plus jeunes femmes, les victoires des grandes luttes pour les droits de la femme revêtent un sens particulier. Plus de femmes aux postes à responsabilité, plus d'égalité devant la loi et plus de modèles féminins dans tous les aspects de la vie. Il n'est donc que juste de reconnaître les progrès vers l'égalité pour les femmes. Et pourtant, il reste bien du chemin à parcourir: les femmes sont toujours moins bien payées que les hommes à travail égal, ne sont toujours pas adéquatement représentées dans le monde des affaires, en politique ou dans les débats mondiaux sur l'éducation des femmes ou sur la

santé et continuent d'être victimes de violences extrêmes.

En 2011, lors de cette journée, les affiliés de l'IE ont organisé des manifestations, des salons et des débats dans le monde entier pour célébrer les succès des travailleuses. Bon nombre en ont profité pour faire valoir les progrès réalisés vers davantage d'égalité pour les femmes. Même si la participation de celles-ci dans les syndicats, l'éducation et la société a augmenté depuis l'introduction de cette journée, les campagnes pour l'égalité des salaires,



© Reporters

Des suffragettes pionnières manifestant en faveur des droits des femmes.

le travail décent, la dignité et le respect se poursuivent toujours. ■

Commission de la condition de la femme des Nations Unies: une perspective syndicale

Des femmes syndicalistes du monde entier se sont rassemblées à New York pour la 55ème session de la Commission de la condition de la femme de l'ONU. Elles ont tenu des débats de haut niveau sur le thème prioritaire de « l'accès et la participation des femmes et des filles à l'éducation, la formation, la science et la technologie ».

Le mouvement syndical fut bien représenté par l'IE, l'Internationale des services publics, l'UNI et la Confédération syndicale internationale, qui ont collaboré à la publication d'une déclaration

commune, *De la classe à l'emploi – positionnement des femmes pour un travail décent dans l'économie de la connaissance*. Un événement annexe a été organisé et une brochure publiée. Des syndicalistes ont effectué des interventions clés lors de séances plénières et en sous-groupes et demandé aux gouvernements et employeurs d'agir plus et plus efficacement pour assurer l'éducation des femmes et des filles et l'égalité des salaires et des droits sur le lieu de travail et au sein des communautés. ■

info

Pour en savoir plus,
consultez le site web:
www.internationalwomensday.com

ÉGALITÉ

Semaine mondiale d'action 2011

La Semaine mondiale d'action (SMA) est une campagne annuelle destinée à sensibiliser les gouvernements du monde entier et leur rappeler leur promesse d'atteindre l'Objectif du Millénaire pour le développement de l'Éducation pour Tous (EPT). L'IE croit fermement que tous les gouvernements possèdent le savoir-faire et les ressources nécessaires pour donner à tous l'occasion d'apprendre et ont la responsabilité de s'investir pleinement dans la réalisation de cet objectif.

C'est pourquoi, chaque année, l'IE et d'autres membres fondateurs de la Campagne mondiale pour l'éducation (CME) sont rejoints par des millions d'étudiants, d'enseignants et de militants pour participer à des actions publiques simples, mais efficaces.

L'éducation des femmes et des filles

Cette année, **la SMA se déroulera du 2 au 8 mai**, sur le thème de l'éducation des femmes et des filles, qui continue de poser problème. En effet, une femme sur quatre dans le monde est incapable de lire ou écrire et nous sommes conscients que les filles et les femmes rencontrent des obstacles spécifiques les empêchant d'accéder à l'éducation. Elles sont exposées à la violence sur le chemin de l'école et aux alentours des écoles et les risques de grossesse ou de mariage précoce, de mauvaise santé, d'infection par le VIH et de discriminations fondées sur le genre dans les communautés et à l'école sont plus importants dans leur cas.

Les avantages d'une éducation adéquate des femmes pour la communauté au sens large et les solutions qui peuvent être utilisées pour leur donner aux quatre coins du monde les moyens d'apprendre seront également traités.

Le Grand récit

L'action de la campagne de cette année tournera autour du *Grand récit* de l'éducation des femmes et des filles. L'IE et la CME rassemblent des

histoires au sujet de l'importance de l'éducation des femmes et des filles pour les compiler en une grande histoire internationale. Ces récits serviront de moyen de pression collectif sur les gouvernements, afin de les encourager



Cette histoire illustre l'un des obstacles auquel les femmes et les filles font face lorsqu'elles aspirent à une éducation de qualité. Elle a été écrite par Fhulufhelo Jessica Mamelasigidi, une jeune élève du secondaire en Afrique du Sud :

« Une journée dans la vie d'une jeune sud-africaine n'est vraiment pas facile! Je me réveille chaque jour avec l'espoir et l'ambition d'accomplir quelque chose. Je me lève et réveille mes petits frères et sœurs, puis j'essaie de les motiver pour la journée qui s'annonce. Comme je suis l'aînée, je dois m'occuper de toute la famille: je prépare un petit-déjeuner équilibré, puis j'organise le déjeuner de chacun pour l'école, je prends soin d'eux. J'emmène mes cadets à la crèche et, ensuite, je me mets en route pour l'école. Là, je peux enfin être Jessica, 'l'apprenante'.

Je m'assois à ma place, avide de recevoir l'éducation à laquelle mes parents n'ont pas pu prétendre. Je suis consciente d'être une fille et je sais qu'il est contre la tradition pour une fille d'aller à l'école et d'être éduquée. Cependant, je suis assise,

à tenir les promesses qu'ils ont faites aux femmes et aux filles, en vue d'atteindre l'objectif de l'EPT.

Si vous désirez prendre part à cette campagne, inscrivez-vous sur www.globalactionweek.org. ■

en classe, et je tiens mon futur entre mes mains, tout en essayant de vaincre les préjugés qui existent toujours contre les jeunes filles qui vont à l'école. J'essaie de montrer qu'en tant que jeune sud-africaine, je mérite autant d'être éduquée que le garçon assis à côté de moi. Mon école est une excellente source d'encouragement, en particulier pour les élèves féminines.

Quand je rentre chez moi, en fin d'après-midi, je redeviens Jessica 'la sœur'. Je fais le ménage, cherche mes cadets à la crèche et m'assure que le dîner soit sur le feu avant le retour de ma mère. J'ai toujours envie de craquer et lui dire ce que je ressens vraiment. Pourquoi ne me laisse-t-elle pas continuer mes études, pour que je puisse devenir la femme épanouie que je voudrais être un jour ?

Fatiguée, vidée de toute énergie et épuisée, je me couche et je prie Notre Père. Je ferme les yeux, écoute le son des percussions au loin et les anciens qui chantent 'Mosadi wa nnete o aga lelapa' (le rôle d'une vraie femme est de fonder une famille) et sombre lentement dans un sommeil profond... »



ÉGALITÉ

Conférence mondiale des femmes de l'IE : les enseignants sur la voie de l'égalité !

Par Jan Eastman, Internationale de l'Education

La première Conférence mondiale des femmes de l'IE s'est tenue à Bangkok, en Thaïlande du 20 au 23 janvier 2011. Lors de cet événement au franc succès, les syndicalistes enseignants ont pu engager des débats passionnés et évaluer les progrès accomplis en matière d'égalité des genres aux quatre coins du monde.

Des réunions des réseaux de femmes de l'IE ont précédé la conférence principale: il s'agissait d'une opportunité unique de rencontre entre réseaux régionaux et sous-régionaux du monde entier, leur permettant de partager et d'échanger informations et stratégies en vue de mettre les syndicats sur le chemin d'une réelle égalité des genres. Les objectifs de connecter les réseaux et de mettre en œuvre un plaidoyer mondial concernant des problèmes nationaux et régionaux ont été atteints. Il est évident qu'une valorisation de la relation entre les réseaux et les syndicats entraîne des actions complémentaires, permettant d'aller de l'avant et de renforcer les syndicats.

Le 20 janvier dernier, le ministre thaïlandais de l'Education, l'Honorable Chinnaworn Bunyakit, a rejoint la Présidente de l'IE, Susan Hopgood, le Secrétaire général de l'IE, Fred van Leeuwen, ainsi que la dirigeante du *National Thai Teachers' Union*, le Dr Boopun Sanbho, pour souhaiter la bienvenue aux 368 participants (parmi lesquels 324 femmes et 44 hommes) représentant 131 affiliés de l'IE et venus de 91 pays différents. Des représentants des Syndicats mondiaux, de l'UNESCO et de l'OIT ont également rejoint les affiliés de l'IE pour participer à cet événement.

Nous pouvons faire davantage, et le ferons!

La structure de la conférence a permis aux principaux orateurs et intervenants

de stimuler, informer, provoquer et impliquer les participants. Lors de la première journée de conférence, le fossé existant entre les droits prévus par la loi et la pratique a été exposé sans ambages. Les participants ont réaffirmé que la mise en œuvre de politiques en matière d'égalité devait constituer un objectif phare pour les syndicats, au sein du secteur de l'éducation comme de la société toute entière.

« Nous pouvons inciter au changement et faire évoluer les choses. Nous travaillons dans le bon secteur, à savoir l'éducation, et au sein du bon cadre organisationnel, à savoir les syndicats »: ces mots de Susan Hopgood ont fait forte impression sur l'assemblée.

La modératrice, Sylvia Borren, a demandé aux orateurs et participants d'examiner ce que chacun pouvait faire. Les participants se sont accordés sur le fait que les questions d'égalité des genres et d'autonomisation des femmes ne doivent pas se limiter au travail des départements en charge de celles-ci, mais être intégrées à chaque domaine de travail des syndicats.

Le 21 janvier, la Directrice de la Division pour l'égalité des genres de l'UNESCO, Saniye Gülsel Corat, a axé son discours en faveur d'une éducation de haute qualité pour tous les enfants, un discours partagé par d'autres intervenants, parmi lesquels la Coordinatrice régionale principale de l'IE pour la région Afrique, Assibi Napoe, et

la porte-parole de l'Initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles, Maki Hayashikawa. Le discours de Carolyn Hannan a relaté de façon saisissante les obstacles affrontés par les petites filles et mis en lumière le phénomène croissant de garçons qui n'atteignent pas les résultats escomptés. La modératrice, Monique Fouilhoux, Secrétaire générale adjointe de l'IE, a ensuite invité les participants à partager leurs expériences.

Ces participations et interactions reflètent parfaitement le ton de la conférence, et particulièrement des 40 ateliers organisés par des affiliés de l'IE. Des questions fondamentales y ont été abordées, comme *La disparition du fossé entre les femmes et les hommes* ou *La protection et les prestations de la maternité et ses avantages*, ou d'autres problèmes plus spécifiques, dont *L'éducation, et non le travail des enfants*, et *Enseigner pour la diversité*.

Résultats repris dans une résolution au Congrès mondial

Cette conférence avait été organisée en vue de revitaliser et de renouveler l'engagement de l'IE pour l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes. De plus, elle visait à valider les réseaux. Ces deux objectifs ont été largement atteints. Les voix émanant de différentes régions, de différentes origines économiques, sociales et culturelles, ont été entendues, que ce soit lors des séances plénières,

des ateliers ou des discussions informelles.

Le 23 janvier, lors de la 3^{ème} session de la conférence, Teopista Birungi, membre du Bureau exécutif de l'IE et Secrétaire générale de l'*Uganda National Teachers' Union*, a présenté un rapport sur les résultats de la conférence. Les réactions de participants venant de Colombie, des Philippines et des Etats-Unis ont été suivies par une discussion plénière, relative aux perspectives et aux réflexions personnelles, faisant naître des suggestions en matière d'actions et de prochaines étapes à entreprendre.

Pour important qu'il soit d'apprécier les différences et la vaste diversité existant dans et entre les groupes, des points communs ont aussi clairement émergé.

Susan Hopgood, la Présidente de l'IE, a clôturé la conférence par ces mots: « Nous tiendrons compte de vos suggestions. Je vous promets que nous allons les inclure à nos projets et à nos actions à tous niveaux, notamment lors du Congrès. Cependant, nous tenons à ce que, de retour chez vous comme dans vos actions futures, vous gardiez à l'esprit tout ce que cette conférence vous a apporté. » Sous les applaudissements, elle a assuré: « Nous *sommes* sur la voie de l'égalité! »

Les résultats de cette conférence, visant à se concentrer davantage sur la participation et l'autonomisation des femmes, se refléteront dans une résolution lors du Congrès mondial de l'IE. ■



La Directrice de la Division pour l'égalité des genres, Saniye Gülsel Corat, pendant son discours à la conférence.



Des femmes dirigeantes syndicales venues du monde entier se sont réunies pour débattre des façons d'autonomiser les filles et les femmes à travers l'éducation.



L'une des nombreuses participantes ayant pris la parole lors de la session plénière du 23 janvier.

info

Pour de plus amples informations, veuillez consulter:
www.ei-ie.org/women2011/fr

ÉGALITÉ

Défendre le droit des enfants autochtones à l'éducation

Etude de cas Argentine: entretien avec Epifania Galian
 Par Pablo Biase, *Confederación de Educadores de Argentina (CEA)*

Peu avant la dernière vague de répression violente et les manifestations de racisme et d'intolérance à l'encontre des Indiens Toba de Colonia La Primavera, la CEA, un affilié argentin de l'IE, a obtenu un entretien avec Epifania Galian du peuple wichi.

Galian est membre de *Voz Docente* et représentait la CEA à la deuxième réunion régionale Amérique latine de l'IE sur l'éducation publique et les populations autochtones, organisée à La Paz, en Bolivie. Elle a été, toute sa vie durant, témoin du racisme latent et des mécanismes de discrimination moins discrets mis en œuvre contre son peuple.

Comment votre carrière d'enseignante a-t-elle commencé?

Ma carrière était une nécessité pour les aînés de la communauté. Les jeunes enfants autochtones scolarisés ne faisaient pas beaucoup de progrès, car ils ne comprenaient pas l'espagnol. Les parents ont demandé au gouverneur de mettre en place des écoles spéciales pour enfants autochtones. Ce n'est qu'en 1982 que les autorités ont commencé à former des enseignants auxiliaires. Toutefois, beaucoup dépendait de la volonté et des efforts de ceux d'entre nous qui sont devenus enseignants auxiliaires et des enseignants qui voulaient contribuer à renverser les barrières des préjugés.



© M. Persini

Epifania Galian.

Comment avez-vous réussi à faire tomber les barrières et devenir enseignante auxiliaire?

Cela est essentiellement dû au fait que j'étais bilingue avant d'aller à l'école. Ma mère était wichi et ne parlait que sa langue maternelle, mais mon père était de Salta et parlait espagnol. Il me l'a enseigné même s'il parlait la langue wichi avec ma mère et notre communauté. Quand je suis allée à l'école, à l'âge de neuf ans, ce que peu d'enfants autochtones faisaient, du fait que les parents jugeaient que c'était une perte de temps car les enfants

« Les syndicats peuvent intervenir afin d'amener les inspecteurs à se pencher sur les expériences des peuples autochtones. Ils peuvent également sensibiliser à des expériences culturelles. »

n'apprenaient rien, certains enseignants ont réalisé que je pouvais être l'un des enseignants qu'ils recherchaient.

Comment s'est passée cette première expérience dans l'enseignement?

Même à ce stade précoce, tout semblait coupé du reste de la société. La traduction de l'enseignement dans la langue locale a eu un impact presque immédiat. Les enfants des communautés se sont mis à apprendre plus rapidement. L'adaptation du contenu à notre langue a été fondamentale. Cette première expérience dans l'école dans laquelle j'ai étudié a été très positive car les enfants autochtones se sentaient heureux, libres et plus détendus.

Comment êtes-vous devenue enseignante 'MEMA' (enseignant spécialisé dans l'enseignement autochtone)?

Grâce aux progrès que nous avons réalisés, il a été décidé de construire un centre d'enseignement secondaire assurant la formation des enseignants des communautés. C'était en 1986. Je suis allée à l'école secondaire et j'ai donc été acceptée comme MEMA. La situation dans l'école où j'ai commencé à étudier était déplorable. Les conditions étaient terribles; nous manquions de tout et la discrimination et les mauvais traitements étaient monnaie courante. Certains directeurs d'écoles étaient clairement hostiles et nous donnaient des tâches sans aucun rapport avec celles d'un enseignant MEMA, comme couper du bois, cuisiner et nettoyer. Les enseignants blancs pouvaient prendre des congés quand ils le souhaitaient, mais un enseignant MEMA devait être alité et souffrant avant d'obtenir un congé.

Quels sont les meilleurs moyens de faire face à ces problèmes?

Le moyen le plus efficace est de s'attaquer à ces problèmes sur plusieurs fronts. Les syndicats peuvent intervenir afin d'amener les inspecteurs à se pencher sur les expériences des peuples autochtones. Ils peuvent également sensibiliser à des expériences culturelles. ■

Etude de cas Australie: un avenir scolaire pour les communautés autochtones

Par Angelo Gavrielatos, *Australian Education Union (AEU)*

Le bien-être des étudiants autochtones, de leurs familles et de leurs communautés demeure l'aspect national des droits humains le plus pressant que nous devons aborder. Il est inacceptable que près d'un tiers des Autochtones de 15 ans dans les régions isolées d'Australie ne soient pas scolarisés et qu'un quart des Autochtones de 15 ans des principales villes ne le soient pas non plus. Il est déplorable, et cela constitue une honte nationale, que les estimations du gouvernement à elles seules indiquent que 2.000 enfants en âge scolaire dans la région du Territoire du Nord en Australie ne sont même pas inscrits à l'école. Des recherches réalisées par l'*Australian Education Union (AEU)* ont montré que près de 10.000 enfants autochtones du Territoire du Nord ne vont pas à l'école, depuis la petite enfance jusqu'à l'éducation obligatoire postérieure.

L'AEU milite pour que les gouvernements adoptent un plan intergénérationnel de 25 ans destiné aux étudiants autochtones et basé sur des structures de financement régulier, qui permettra d'aborder les points clé suivants:

- **Compromis étudiant, parents et communauté:** développer des relations entre les parties prenantes et les services et systèmes d'éducation qui encouragent des notions de double responsabilisation et responsabilité;
- **Main d'œuvre:** produire une main d'œuvre stable de grande qualité et hautement qualifiée;
- **Accès et viabilité de la prestation et de l'offre scolaire:** fournir des modèles d'éducation à tous les niveaux; permettre le plein accès et des réponses aux besoins des communautés locales, maintenant et à l'avenir; et
- **Curriculum et pédagogie:** s'assurer qu'un programme scolaire de grande qualité soit fourni, incorporant les façons de savoir, de voir et d'être en relation avec le monde des Autochtones et des habitants des Iles du Détroit de Torrès. ■



(cc) Rusty Stewart

Jeune fille de l'ethnie Jawoyn, du Territoire du Nord d'Australie.

DROITS HUMAINS

Tunisie : l'étincelle qui embrase le monde arabe

Par Natacha David, Confédération Syndicale Internationale (CSI)

Le 17 décembre 2010, dans une petite ville déshéritée de Tunisie, Mohamed Bouazizi, un jeune vendeur de légumes harcelé par la police, s'immole par le feu. Moins d'un mois plus tard, le 14 janvier, le régime de Ben Ali tombe, provoquant un véritable séisme dans toute la région arabe.

Devenu le symbole de la révolte d'une jeunesse prête à aller jusqu'au bout pour arracher ses droits à la liberté et à la justice, le geste de désespoir de Mohamed Bouazizi le 17 décembre déclenche aussitôt des rassemblements spontanés de jeunes, entourés de syndicalistes et d'opposants locaux. A Sidi Bouzid, le taux de scolarisation jusqu'au bac est de 95%, mais 50% des diplômés sont au chômage. Malgré la réponse violente des autorités, le mouvement s'étend à d'autres villes

de cette région qui garde encore les traces amères de la révolte du bassin minier de Gafsa en 2008, étouffée par la répression. Mais cette fois, les jeunes font aussitôt circuler les images des affrontements sur les réseaux sociaux, la télévision Al-Jeezira les relaie, rien ne parviendra plus à arrêter la révolte. « Ce mouvement était spontané, mais nous avons décidé de l'accompagner très tôt », raconte Attia Atmouni, syndicaliste enseignant. « Tout le monde s'est identifié à Bouazizi », ajoute

Moncef Salhi, également syndicaliste enseignant.

L'armée a défendu la foule

Les 8 et 9 janvier, la police tire à balles réelles à Kasserine, des dizaines de victimes tombent. L'explosion de colère s'étend alors comme une traînée de poudre dans tout le pays, malgré le quadrillage sécuritaire implacable. De sociale au départ, la revendication se focalise sur un mot d'ordre politique commun: « Ben Ali, dégage! ».

En refusant d'ouvrir le feu sur les manifestants et en fraternisant avec la population, l'armée fait basculer le rapport de force. Ben Ali a beau lâcher ses milices en rue pour un dernier round de terreur, il capitule et quitte le pays le 14 janvier. La révolution aura fait 219 victimes selon l'ONU.

Le succès de la révolution tunisienne doit beaucoup à l'arme numérique massivement utilisées par les jeunes. Malgré des médias traditionnels bâillonnés de longue date et Internet censuré au plus fort de la révolte, un million et demi d'utilisateurs tunisiens se sont échangés des adresses proxy pour naviguer sur sites interdits, s'échanger des informations, se mobiliser via Facebook.

Le rôle crucial des syndicats

Mais le rôle joué par les syndicats aura été un autre facteur déterminant. Avec



© Maggie Osama via Flickr

Cet homme demandait aux passants d'écrire un mot pour la révolution sur sa chemise.



La place Tahrir au Caire, en Egypte, le 12 février 2011.

350.0000 adhérents couvrant 64% de la population active et quelque 7.000 syndicats de base et régionaux, l'UGTT a joué un rôle clé pour encadrer la colère populaire, notamment par des grèves tournantes dans les principales villes, rôle relayé activement sur le plan international par le soutien de la CSI et de nombreuses centrales syndicales nationales.

Dans cette période de transition politique et sur fond de difficultés socio-économiques sérieuses, le rôle des syndicats en Tunisie reste fondamental pour assurer la construction d'une nouvelle ère réellement démocratique et porteuse de justice sociale dans cette nouvelle Tunisie qui a déclenché un vent de révolte dans toute la région. Moins d'un mois après le départ de Ben Ali, c'est en Egypte que la mobilisation populaire a renversé à son tour le président Moubarak. Et du Yémen au Bahreïn, en passant par l'Algérie, la Libye et le Maroc, rien ne semble aujourd'hui arrêter toute une jeunesse, de plus en plus éduquée mais privée d'avenir, qui se délie de la peur et se mobilise contre le chômage, la corruption et le manque de libertés. ■

Lettre d'une syndicaliste enseignante tunisienne à l'IE

« Le mouvement de révolte qu'a vécu mon pays la Tunisie contre la dictature et la corruption a permis à notre peuple, dans une lutte héroïque, de recouvrir sa dignité nationale et ses droits spoliés.

Les syndicalistes de tous les secteurs unis au sein de la centrale syndicale, l'Union Générale des Travailleurs Tunisiens (UGTT), ont joué un rôle capital dans la contestation sociale. Les structures régionales et locales de l'UGTT ont encadré et animé le soulèvement populaire, organisé les grèves et les manifestations, dont celle du 14 janvier qui a précipité le départ du président. L'UGTT a placé ses revendications aussi bien sur le plan social que sur le plan politique.

La Tunisie bénéficie de certains facteurs qui la différencient d'autres pays dans la même situation sociale et politique, à savoir l'éducation, la place des femmes dans la société et une organisation syndicale atypique, unifiée, forte et indépendante du pouvoir.

L'effort consenti depuis l'indépendance du pays en 1956 a permis d'atteindre la scolarisation universelle et la parité dans tous les niveaux de l'éducation. Quant au syndicat: l'UGTT a été fondé pour que les travailleurs participent à la lutte anticolonialiste. Après l'indépendance, la centrale syndicale a joué le rôle de contre-pouvoir et de partenaire de négociations pour défendre les travailleurs et soutenir les mouvements sociaux. Elle a toujours lutté pour rester libre, indépendante et militante.

Mais le peuple tunisien jeune et instruit a été écrasé par un parti unique qui a accaparé le pouvoir, mis la main sur les institutions de l'état et utilisé la répression policière pour réprimer les libertés et piller les ressources du pays.

Le miracle tunisien tant loué par des instances internationales en se basant uniquement sur les indicateurs économiques a montré ses limites. Le miracle tunisien se réalisera quand le peuple réussira à construire une société instruite, libre et juste.

Notre lutte continue ...



DROITS HUMAINS

Des enseignants victimes de violences au Zimbabwe

Par la *National Association of Schoolmasters Union of Women Teachers* (NASUWT), Royaume-Uni

Des enseignants du monde entier ont condamné des rapports en provenance d'Harare confirmant que des enseignants au Zimbabwe ont subi de manière croissante des menaces politiques et des violences graves accrues depuis novembre 2010.

Le Président du *Progressive Teachers' Union of Zimbabwe* (PTUZ), Raymond Majongwe, a exprimé sa consternation suite aux rapports reçus par son syndicat au sujet d'enseignants victimes et menacés d'une extrême violence depuis que le Président Robert Mugabe a annoncé des élections en 2011.

Violence politique

Majongwe a confié la crainte de son syndicat pour la vie des enseignants en raison de l'escalade de la violence et l'intimidation cautionnées par l'Etat. Il a précisé: « Nous souhaitons souligner que la situation dans et autour des écoles nous préoccupe. L'élection annoncée ne résoudra aucun des problèmes auxquels les enseignants sont confrontés. En fait, l'élection augmentera le nombre des tombes et des orphelins. »

Six enseignants de l'école élémentaire Gwangwava à Rushinga ont été mutés sous la contrainte dans d'autres écoles à Bindura, après que des vétérans de guerre et partisans du parti du Président Mugabe, le *Zimbabwe African National Union-Patriotic Front* (ZANU-PF) eurent affirmé qu'ils ne voulaient pas d'eux au sein de leur communauté.

Des enseignants, particulièrement dans les zones rurales, ont été victimes de violences politiques et d'extorsion de la part de vétérans de guerre et de partisans du ZANU-PF, qui les accusent

de soutenir le parti d'opposition pro-démocratique, le *Movement for Democratic Change*.

Majongwe confirme que le PTUZ a été informé de cas d'enseignants dont on exigerait l'adhésion au ZANU-PF, des centaines d'entre eux étant forcés de donner leurs revenus s'ils refusent cette adhésion. La situation a décidé de nombreux enseignants du Zimbabwe à s'exiler et à trouver refuge dans des pays voisins comme l'Afrique du Sud et le Botswana, ou bien dans des pays outre-mer.

Ceci n'a fait que renforcer la crise à laquelle les écoles du pays doivent faire face en raison du manque de subventions et des multiples contraintes subies pour atteindre les objectifs de l'Education pour Tous.

Soutien aux enseignants zimbabwéens

Des syndicalistes enseignants du monde entier ont exprimé leur solidarité avec leurs collègues au Zimbabwe. Le Dr. Patrick Roach, membre du Bureau exécutif de l'IE et Secrétaire général adjoint de la NASUWT, un affilié de l'IE au Royaume-Uni, a déclaré: « La NASUWT est très préoccupée par les attaques permanentes contre des enseignants au Zimbabwe. Nous sommes pleinement solidaires de l'appel du PTUZ à un arrêt immédiat de ces attaques à caractère politique visant des enseignants.



Source: SADTU.co.za website

Des militants de l'éducation manifestant contre la violence politique.

Responsable du Groupe des enseignants du Commonwealth (CTG), Christine Blower a ajouté: « Le CTG est extrêmement préoccupé par les attaques visant des enseignants et de leurs syndicats au Zimbabwe. Nous condamnons toutes les tentatives du gouvernement du Zimbabwe visant à supprimer les droits démocratiques et humains des enseignants et leurs syndicats à agir dans l'intérêt de leurs membres, leurs écoles et leurs enfants. Ces attaques sont clairement d'ordre politique et doivent cesser. »

L'IE demande à tous ses membres affiliés d'intervenir auprès des autorités zimbabwéennes au travers de leurs ambassades nationales, pour qu'il soit mis un terme à la violence et aux intimidations contre des enseignants et aussi assurer que toutes les écoles demeurent des sanctuaires surs. ■

info

Pour télécharger la brochure « Les établissements scolaires doivent être des havres de paix », allez sur: go.ei-ie.org/a

SOLIDARITÉ

La taxe sur les transactions financières: une redevance pour une justice mondiale

Par Meredith Barnett, *National Education Association (NEA)*,
Etats-Unis

Partout dans le monde, des militants anti-pauvreté font revivre l'esprit de Robin des Bois qui s'était élevé contre les impôts injustes d'un shérif. Les militants actuels sont en faveur d'une taxe qui serait due par les riches et reversée aux plus pauvres.

Une taxe sur les transactions financières (TTF) n'est certes pas une idée nouvelle, mais elle a suscité l'intérêt des gouvernements confrontés aux répercussions de la récession mondiale, en particulier les dommages subis par les systèmes éducatifs à travers le globe. Appelé « Taxe Robin des Bois » par certains, l'impôt sur les transactions financières taxe les transactions bancaires spéculatives à haut risque. Le Parlement européen estime qu'une telle taxe pourrait rapporter 650 milliards de dollars par an pour des initiatives telles que l'Education pour Tous (EPT).

Les syndicats plaident auprès du G20

En novembre dernier, 183 organisations de 42 pays ont signé avec l'IE une lettre adressée aux dirigeants du G20 à la veille du sommet, pour demander la concrétisation d'une TTF « afin de couvrir les coûts de la crise financière, y compris ceux liés au nombre élevé de pertes d'emploi, et pour assurer des développements en matière de santé, d'éducation et de changement climatique ».

Des militants aux Etats-Unis ont relevé le défi et se sont attaqués à l'état d'esprit anti-taxes qui prédomine dans ce pays malgré l'impopularité générale de Wall Street. De nombreuses ONG et syndicats, dont la *National Education Association (NEA)*, soutiennent l'idée d'une TTF.



Le Président de la NEA, Dennis Van Roekel, a souligné que les recettes d'une telle taxe devraient contribuer à améliorer l'accès à une éducation de qualité et non pas servir à rembourser la dette. « Si tout se passe comme nous l'espérons, la taxe va non seulement constituer une mesure de prévention contre les pratiques spéculatives à haut risque qui sapent les économies, mais également servir à collecter des fonds pour reconstruire les systèmes éducatifs dévastés par la récession mondiale. »

La NEA soutient les objectifs de l'EPT et est un membre actif de la Campagne mondiale pour l'Education (CME), une vaste coalition cofondée par l'IE dans le but de promouvoir une éducation de base universelle.

Amy Gray, membre de la CME, a précisé que « la réunion du G20 en novembre a été un événement politique

clé, mais il n'y a pas eu de soutien pour une taxe sur les transactions financières. Tout en allant de l'avant, nous devons continuer nos efforts pour nous constituer une base et mobiliser le public. Ainsi, dès que la prochaine occasion se présentera, nous serons mieux préparés que jamais. »

16 février: Journée d'action

Et c'est très exactement ce que des militants mondiaux ont fait. Une coalition de syndicalistes et d'ONG ont organisé une journée d'action le 16 février pour promouvoir la campagne. Des groupes sont intervenus auprès des ambassades des pays du G20, ont organisé des opérations médiatiques avec des militants habillés en costumes de Robin des Bois et lancé une e-pétition mondiale.

En Europe, l'introduction de la taxe pourrait devenir une réalité, car le Parlement européen a approuvé un rapport en faveur de la TTF et prévoit de publier en juillet un rapport décrivant les effets d'une telle taxe sur les institutions financières.

Les partisans de cette taxe admettent cependant qu'elle n'est pas le seul mécanisme pour réguler les finances mondiales ou financer des services publics essentiels, mais ils estiment qu'elle constituera une étape cruciale dans la lutte contre les marchés volatils et dans le soutien aux pays nécessaires. ■

SOLIDARITÉ

Le programme EPT/SIDA se termine, pas la dynamique de l'IE pour les OMD

Par Delphine Sanglan, Internationale de l'Éducation

Le Programme EPT/SIDA de l'IE prend fin après cinq années réussies d'activités en matière d'Éducation pour Tous (EPT) et d'éducation au VIH/SIDA. Une formation permettant d'acquérir des connaissances pour sauver des vies humaines a été mise en œuvre par 80 organisations membres dans 48 pays en Afrique, Asie, Amérique latine et aux Caraïbes.

Une évaluation indépendante du programme quinquennal est en cours et les conclusions seront communiquées lors de la conférence de clôture EPT/SIDA qui aura lieu mi-mai.

Tout au long de la durée du programme, les réactions suscitées ont souligné son impact positif sur des milliers d'enseignants et étudiants. Grâce à lui, les syndicats d'enseignants ont renforcé leur rôle dans le dialogue politique sur une éducation de qualité ainsi que sur le VIH et le SIDA. Ils ont aussi augmenté leur capacité de plaider vis-à-vis des pouvoirs publics en faveur de l'institutionnalisation de la formation sur le VIH/SIDA et d'une éducation de qualité pour tous.

Des milliers d'enseignants ont été formés à la prévention du VIH/SIDA pour limiter les nouvelles infections et ils ont, à leur tour, formé des milliers d'étudiants. Entretemps, des groupes de soutien syndicaux ont été mis sur pied pour permettre aux enseignants vivant avec le VIH de continuer à vivre sans craindre d'être discriminés. Les syndicats d'enseignants sont généralement considérés comme étant des acteurs de premier plan dans la lutte contre le VIH/SIDA et pour la réalisation de l'EPT.

La promotion de la santé est la clé

Le Programme EPT/SIDA n'aurait pas connu le succès rencontré sans l'aide



Des étudiantes testant le manuel de formation du programme EPT/SIDA au Suriname.

de ses partenaires, l'Organisation mondiale de la Santé ainsi que l'*Education Development Centre*, co-responsable avec l'IE pour le développement d'outils de formation EPT/SIDA pendant le programme.

Plusieurs manuels de formation, dédiés à l'éducation en matière de VIH/SIDA, ont été élaborés pour créer des écoles favorables à l'égalité des genres et épauler les enseignants vivant avec le VIH. La coopération a pris fin avec la publication du dernier livre réalisé pour l'EPT/SIDA, intitulé « Agir pour la santé » et destiné aux enseignants et élèves. Les activités énumérées dans ce livre visent à aider enseignants et élèves à adopter des comportements sains et faire des choix dans le but de mieux enseigner et apprendre. Les thèmes

couverts par l'ouvrage englobent le tabac, l'alcool et d'autres drogues; la nutrition et l'activité physique; et l'hygiène et les techniques sanitaires, de même que la prévention des blessures et de la violence. Tous les thèmes sont reliés les uns aux autres par le principe de la préservation d'une bonne santé générale. Cette approche encourage la promotion de la santé, et pas seulement la prévention des maladies qui était l'objectif principal des précédents outils EPT/SIDA. ■

info

Le livre d'activités est disponible en français et en anglais en ligne sur:
go.ei-ie.org/c

Dernière ligne droite avant le Congrès de l'IE

Vous pouvez encore vous inscrire comme délégué ou observateur au 6^e Congrès mondial de l'IE qui aura lieu au Cap, en Afrique du Sud, du 22 au 26 juillet.

Les dates clés à retenir sont les suivantes: **le 22 avril** pour la désignation des délégués par les organisations membres; **le 31 mai** pour la soumission des délégués et observateurs individuels; **le 21 juin** pour la soumission d'amendements aux résolutions; et **le 22 juillet** pour la soumission de résolutions urgentes.

Une série d'événements pré-Congrès commenceront dès **le 18 juillet**, y compris la réunion du réseau de communication **le 21 juillet**, le Congrès lui-même ne débutant que **le 22 juillet**.

La prochaine édition du magazine Mondes de l'Éducation sera axée sur le Congrès, avec des détails sur les lauréats du Prix de l'éducation Albert Shanker et du Prix des droits humains et syndicaux Mary Hatwood Futrell. Nous espérons vous voir bientôt au Congrès!

Consultez www.ei-ie.org/congress6/fr pour plus de détails.



Internationale de l'Éducation
6^e Congrès Mondial

Calendrier

AVRIL 2011

- 5-6** Réunion du groupe de travail de la Commission syndicale consultative (CSC) sur l'éducation, la formation et l'emploi – Paris, France
- 6-7** Réunion du Comité des politiques d'éducation de l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE) – Paris, France

MAI 2011

- 16-19** Congrès de la Confédération européenne des syndicats – Athènes, Grèce
- 16-17** Conférence de clôture du programme EPT/SIDA de l'IE – Bruxelles, Belgique
- 23-27** Forum du 50^{ème} anniversaire de l'OCDE et réunion du Conseil de l'OCDE – Paris, France

JUIN 2011

- 1-17** Conférence de l'Organisation mondiale du Travail – Genève, Suisse
- 6-10** Conférence régionale Amérique latine de l'IE – Buenos Aires, Argentine
- 8-10** Réunion à haut niveau de l'Assemblée générale de l'ONU sur le SIDA et la société civile – New York, États-Unis
- 10** Réunion annuelle des secrétaires généraux du Conseil des syndicats mondiaux – Genève, Suisse

JUILLET 2011

- 18-21** Événements pré-Congrès de l'IE – Le Cap, Afrique du Sud
- 22-26** Congrès mondial de l'IE – Le Cap, Afrique du Sud

Nous accueillons volontiers vos commentaires concernant le magazine. Veuillez écrire à editor@ei-ie.org

Vous avez fini votre exemplaire de Mondes de l'Éducation?

Merci de le faire suivre à un ami ou de laisser à votre établissement scolaire, de façon à ce que des collègues ou des camarades syndicalistes puissent le lire.

Sauf stipulation contraire, les articles de ce magazine sont soumis à la licence Creative Commons Paternité-Pas d'utilisation Commerciale-Partage des Conditions Initiales à l'Identique 3.0. Cela signifie que vous êtes libre de copier, de distribuer et d'adapter les textes, dès lors que vous attribuez clairement la source à « Mondes de l'Éducation (ISSN 1810-5629) » et que vous n'en faites aucun usage commercial.

Pour en savoir plus, visitez le site : www.creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/3.0/

Pour tout usage outrepassant le cadre de cette licence, veuillez contacter editor@ei-ie.org.



Les Mondes de l'Éducation est publié par l'Internationale de l'Éducation, la fédération syndicale internationale représentant 30 millions d'enseignants et de travailleurs de l'éducation, du préscolaire à l'universitaire, dans plus de 170 pays à travers le monde.

Pour en savoir plus sur l'IE, allez sur: www.ei-ie.org



Education International
5 Boulevard du Roi Albert II
1210, Brussels, Belgium
Tel: + 32 2 224 0611
Fax: + 32 2 224 0606
Courriel: headoffice@ei-ie.org

Editeur responsable légal :
 Fred van Leeuwen, Secrétaire général
 Rédacteur en chef : Pav Akhtar
 Assistants éditoriaux : Mar Candela,
 Claude Carroué et Frédéric Destrée
 ISSN: 1810-5629



Printed on recycled paper

Campagne Mondiale pour

l'EDUCATION

www.campaignforeducation.org

Le GRAND Récit

C'est un droit,
nous y avons droit !
Education pour les
femmes et les filles
maintenant !

SEMAINE MONDIALE D'ACTION

2-8 mai 2011

Million do not
Semaine d'action de la CNE
2011
Maestros
We can read and write
our stories
Escuelas 2011
Les enseignants
BOYS
The Big Story
La Gran Historia
Education for girls and women
Now
Femmes et filles
à l'école
Education
Right
Action week
MY STORY
Education des femmes
et des filles
Global Action 2011
Femmes
et filles
Las Mujeres
Escuela 2011
It's a right! Make 2011
EDUCATION
FOR GIRLS
WOMEN
NOW!
This is my story
www.campaignforeducation.org

Education des femmes
et des filles
Global Action 2011
Femmes
et filles
Las Mujeres
Escuela 2011
It's a right! Make 2011
EDUCATION
FOR GIRLS
WOMEN
NOW!
This is my story
www.campaignforeducation.org